

" Un journal c'est la conscience d'une nation." Albert Camus



www.jda.ci

Journal d'Abidjan

L'hebdo

N°211 du 9 au 15 Juillet 2020

PRÉSIDENTIELLE D'OCTOBRE 2020
CANDIDATS APPROCHEZ !

CROISSANCE
3% EN 2021 EN AFRIQUE

GRANDES ÉCOLES
DES POINTS DE DÉSACCORD



AMADOU GON COULIBALY

IL ÉTAIT UNE FOIS...

GRATUIT
NE PEUT ÊTRE VENDU

Mercredi 8 juillet, Amadou Gon Coulibaly, pris d'un malaise, rend l'âme en début d'après-midi. Politiquement, au sein de sa famille, ce décès rabat les cartes à trois mois des élections.



Yeqar

Découvrez cette nouvelle
marque de prêt à porter
moderne et chic.
Les pièces sont faites avec
une attention particulière
aux détails.



Yeqar



+225 67 62 63 68



Yeqarshop

Made in Côte d'Ivoire

ÉDITO

Désamour du travail

Près de 60 000 candidats se sont présentés cette semaine au concours d'entrée au CAFOP, version instituteur adjoint, où 5 000 places sont en jeu. Parmi eux, de nombreux diplômés d'universités et de grandes écoles. La plupart ne le font pas par goût de la profession. Ils sont sur le carreau depuis trop longtemps. C'est juste une échappatoire. Dans quelques semaines, beaucoup auront la possibilité de frapper à d'autres portes : la gendarmerie et la police. En 2018, ils étaient près de 25 000 à convoiter le métier de gendarme, pour environ 2 000 places. L'année dernière, 20 000 étaient dans les starting-blocks. Et c'est à peu près la même réalité qui prévaut pour le concours d'entrée à la police. Les deux épreuves mobilisent environ 40 000 candidats chaque année, pour moins de 5 000 places. Si le niveau exigé varie entre le brevet d'études du premier cycle (BEPC) et le baccalauréat, on trouve au sein des concourants des diplômés plus élevés. L'Institut national de formation des agents de santé (INFAS) est, quant à lui, sollicité par 50 000 personnes lorsque ses épreuves sont lancées. Le nombre de postes n'excède pas 3 000. L'École nationale d'administration (ENA), c'est la cerise sur le gâteau. Pour la majorité des participants à tous ces concours, le but est de devenir financièrement indépendant, non d'exercer un métier par passion. Banal. Mais à une échelle aussi grande, c'est un diagnostic préoccupant, en réalité. Parce que l'État se retrouve à former chaque année des milliers de fonctionnaires qui vont intégrer différents secteurs d'activité avec une certaine apathie dans ce qu'ils feront pendant toute leur carrière. La conséquence ? Motivation au plus bas, intérêt prononcé pour la corruption, les primes et les indemnités. Une pathologie familiale. En fin de compte, ouvrir des débouchés aux diplômés sans emplois s'est avéré être jusque-là un casse-tête. L'entrepreneuriat peine à faire ses preuves et le privé cherche encore ses marques.

RAPHAËL TANO

LE CHIFFRE

200

Le nombre de nouveaux Établissements sanitaires de premier contact (ESPC) qui seront construits dans les mois à venir en Côte d'Ivoire.

ILS ONT DIT...

- « Le progrès social, politique, économique et culturel ainsi que l'émancipation totale de notre continent dépendent de notre unité. Le chemin de l'intégration est long. Une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens représente une force dynamique sur la scène internationale. » **Mahamadou Issoufou**, président du Niger, le mardi 7 juillet.
- « Notre pays a besoin avant tout de paix, de bienveillance, d'unité et de renouveau. C'est la leçon du père de la Nation dont j'ai toujours voulu m'inspirer. J'y demeure fidèle. » **Bertin Konan Kouadio** ex-député, le mardi 7 juillet.
- « La guerre oui est mauvaise, nous le savons, mais vous n'imaginez pas l'enfer qui se vit là-bas, dans ces camps de détention (camp de détention en Lybie). » **Le Pape François**, le mercredi 8 juillet.

UN JOUR UNE DATE

9 JUILLET 1991 : Après 32 ans de suspension, l'Afrique du Sud est réintégrée dans le mouvement olympique.



L'Ivoirienne **Marie-Irène Richmond Ahoua** a été nommée, mardi 7 juillet, coordonnatrice régionale pour l'Afrique francophone et représentante spéciale du président du Rotary international à la BAD.



Deux ans de prison avec sursis ont été requis mercredi 8 juillet contre **Karim Zeribi**, ex-élu marseillais. Il est soupçonné d'avoir détourné des sommes provenant de subventions versées à des associations à des fins politiques personnelles.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Dans l'est de l'Ukraine, des incendies se sont déclenchés cette semaine dans la région de Lougansk. Le bilan fait état d'au moins 5 morts dans la population civile, et cette fois l'armée ukrainienne est mobilisée pour éteindre les flammes.

AMADOU GON COULIBALY : IL ÉTAIT UNE FOIS...

Mercredi 8 juillet, Amadou Gon Coulibaly, après avoir repris ses fonctions de premier ministre qu'il avait dû abandonner pendant deux mois pour cause de maladie, est présent pour le conseil des ministres. En début d'après-midi, sa santé se dégrade très vite. Alerté, les services médicaux, ne pourront pas le sauver. Un coup dur pour la nation ivoirienne qui perd son premier ministre mais aussi pour sa famille biologique et politique chez qui il avait recréé l'espoir depuis son retour le 2 juillet. Alassane Ouattara qui avait suivi minute après minute ses moments en est sorti très affecté quand il donnait le Ok au secrétaire général du gouvernement afin que ce dernier annonce officiellement le décès. Politiquement, au sein de sa famille, ce décès rabat les cartes à trois mois des élections.

YVANN AFDAL



Amadou Gon Coulibaly aura travaillé jusqu'à la dernière minute de sa vie.

Quand Amadou Gon Coulibaly arrive le mercredi 8 juillet à la primature, il y passe une trentaine de minutes avant de rejoindre le Vice-président Daniel Kablan Duncan, le ministre Hamed Bakayoko qui assurait son intérim et le secrétaire général du gouvernement Patrick Achi. Après quelques plaisanteries et rigolades, devant photographes et caméramans, place au travail sur les dossiers à éplucher pour le conseil des ministres annoncé pour 10 heures mais qui débutera avec une heure de retard. Les débuts du conseil sont celles des retrouvailles d'un premier ministre avec ses collaborateurs. Là encore le premier ministre qui pète la forme en ce moment, rassure ses collaborateurs. On le verra très souriant sur ses dernières photos comme dire « je vais bien » mais aussi comme pour dire « à Dieu ». Ce grand commis de l'État qui voulait reprendre les choses en main le plus rapidement indiquait au Président de la République : « Vous avez donné des instructions... Nous allons mettre en œuvre. Je suis de retour pour prendre ma place aux côtés du Président

pour continuer l'œuvre de développement. »

Dans le cercle restreint Fils de Gon Coulibaly, député sous la présidence de Félix Houphouët-Boigny, Amadou Gon Coulibaly est issu d'une famille sénoufo très impliquée dans la politique du pays. Son arrière-grand-père, Péléfero Gbon Coulibaly, était en effet, le chef suprême des Sénoufos et un proche du premier président du pays, Félix Houphouët-Boigny. Il fait ses études à l'École des travaux publics de Paris et obtient en 1982 son diplôme d'ingénieur. Amadou Gon commence sa carrière en tant qu'ingénieur de la Direction et contrôle des grands travaux (DCGTx) en

est chargé des programmes d'ajustement sectoriel, des entreprises publiques et des projets d'investissements publics dont le gisement gazier de Foxtrot. À la fin du gouvernement de Ouattara en 1993, il revient à la DCGTx en tant que directeur adjoint. Mais, Pendant ces trente dernières années, Amadou Gon Coulibaly est devenu très vite l'une des grandes figures

du RDR, des mois d'incarcération, en 1999, sous la présidence Henri Konan Bédié. Les élections de 2011 entérinent la défaite de Laurent Gbagbo et la victoire d'Alassane Ouattara. Le président battu refuse de céder le pouvoir. C'est l'épisode fameux et tragique du Golf Hôtel. Amadou Gon fait partie des résidents forcés. Le 11 avril 2011, Laurent Gbagbo est arrêté ce

Premier ministre. En 2012, il est transplanté du cœur et depuis lors, garde une santé fragile qui ne l'empêche pas de rester actif. Son retour sur la scène politique à cette époque mélange les calculs des héritiers putatifs de l'époque qui en voit en lui un adversaire plutôt coriace.

Il reste à ce poste jusqu'à son décès ce mercredi 8 juillet dernier.

Fin de la course Après avoir renoncé à briguer un troisième quinquennat, Alassane Ouattara le désigne, en mars 2020, candidat du RHDP à l'élection présidentielle de 2020. Partenaires et adversaires s'inquiètent pour sa santé. Mais l'homme se veut rassurant jusqu'au 2 mai où il est évacué vers la France pour suivre des examens médicaux, en particulier une coronarographie et se faire poser un stent. Il est

ensuite opéré une seconde fois le 8 juin. Son absence est initialement estimée à plusieurs semaines mais se prolonge jusqu'à son retour dans le pays, le 2 juillet. Six jours plus tard, le 8 juillet, il est victime d'un malaise survenu pendant le Conseil des ministres. Le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) perd ainsi un militant convaincu, qui avait la mission de le conduire à la magistrature suprême.

Carte rabattues « Nous pleurons, mais nous devons travailler et faire en sorte que Amadou Gon reste dans nos mémoires. Nous lui devons, plus que jamais la victoire » explique Adama Bictogo directeur exécutif du RHDP. Une mort qui rabat les cartes politiques tant dans son parti que sur la scène politique nationale. Son parti devra trouver un autre candidat dans l'immédiat vu que le dépôt des

candidatures s'ouvre déjà le 15 juillet. Le Président Alassane Ouattara qui avait annoncé son retrait de la vie politique reviendra-t-il dans le jeu ? Maintiendra-t-il sa décision à passer le flambeau à une nouvelle génération dans son camp ? Des interrogations qui fusent depuis l'hospitalisation de ce dernier en France et qui ont toujours mis mal à l'aise les militants de son parti. Une annonce qui bouleverse les calculs d'Alassane Ouattara qui avait fondé sa stratégie autour de ce dernier et qui comptait mettre tout en œuvre afin que ce dernier lui succède. En cas de retour d'Alassane Ouattara dans le jeu politique, l'on pourrait assister à un combat maintes fois reporté entre lui et Henri Konan Bédié. Les deux hommes gardent depuis 1993, date de la mort de Félix Houphouët Boigny, une sorte de « contentieux à vider. » Alassane Ouattara qui avait déjà pris sa retraite même sur les dossiers en cours, est déjà sous le feu des regards inquisiteurs de ses militants et de la classe politique. De source proche du RHDP Alassane Ouattara pourrait miser sur Hamed Bakayoko ou sur Patrick Achi pour les élections à venir. Une sorte de poker menteur s'engage ainsi au sein du RHDP qui est déjà dans une course contre la montre afin de trouver un plan B. Dans l'immédiat, les choses devraient aller plus vite au niveau du gouvernement. Hamed Bakayoko devrait être confirmé au poste de premier ministre et garder le portefeuille de la défense. Patrick Achi conservera son poste de secrétaire général de la présidence mais aura un regard plus large sur la poursuite de certains dossiers des dossiers en cours, notamment ceux relatifs à la voirie, à l'électrification et à l'adduction en eau potable. ■

« Nous pleurons, mais nous devons travailler et faire en sorte que Amadou Gon reste dans nos mémoires. »

1983. C'est durant cette période qu'il rencontre Alassane Ouattara. En 1990, alors que ce dernier devient Premier ministre de Côte d'Ivoire, il intègre son cabinet. Il tient depuis cette période une relation privilégiée avec l'actuel président ivoirien. Au sein du cabinet, il est conseiller technique du président et il

de la politique ivoirienne. Amadou Gon fait partie des cadres fondateurs du RDR en 1994. En novembre 1995, il remporte le siège de député de Korhogo Celui qu'on surnommait le Lion impose progressivement son autorité sur sa région et son influence au sein du parti. Cet engagement lui vaut, avec d'autres cadres

qui marque la fin de la crise post-électorale. Au palais présidentiel, Amadou Gon Coulibaly est l'homme de confiance d'Alassane Ouattara. Il occupe le poste de puissant secrétaire général de la présidence d'Alassane Ouattara en 2011, avec rang de ministre d'État, et ce, jusqu'au 10 Janvier 2017, date à laquelle il est nommé



LES GRANDES DATES



FONCTIONS GOUVERNEMENTALES

10 Janvier-2017- 8 juillet : Premier ministre, (3 ans, 5 mois et 28 jours).

11 avril 2011 – 10 janvier 2017 : Ministre d'État, Secrétaire général de la Présidence de la République de Côte d'Ivoire (5 ans, 8 mois et 30 jours).

1er octobre 2002 – 23 février 2010 : Ministre de l'Agriculture (7 ans, 4 mois et 22 jours).

2 avril 2001 – 8 juillet 2020 : Maire de Korhogo (19 ans, 3 mois et 6 jours).

26 novembre 1995 – 10 décembre 2000 : Député de Côte d'Ivoire (5 ans et 14 jours).

Fonctions politiques Au Rassemblement des républicains (RDR) :

septembre 2017 – : premier vice-président du RDR.

mars 2006 – septembre 2017 : secrétaire général délégué.

février 1999 – mars 2006 : secrétaire général adjoint.

Juillet 1995 – février 1999 : secrétaire national chargé du Développement économique.

Juillet 1995 – 8 juillet 2020 : membre du comité central et du bureau politique.

AU Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP)

29 novembre 2019 – 8 Juillet 2020 : Président du directoire du RHDP. ■

DES CANDIDATS REMIS EN SELLE

Un nouveau choix s'impose désormais au RHDP. Une bataille de longs couteaux pourrait voir le jour et des ambitions pourraient être contrariées face au choix final. Mais déjà la balance pèse pour un retour de Ouattara dans le jeu politique.

YVANN AFDAL



Alassane Ouattara acceptera-t-il de revenir dans le jeu politique ?

Le président du sénat Jeannot Ahoussou Kouadio, le secrétaire général de la présidence Patrick Achi, le ministre de la défense Hamed Bakayoko et le ministre de l'enseignement supérieur Albert Mabri Toikeusse, constituaient, avec l'ex-premier ministre Amadou Gon Coulibaly, la figure

de l'équipe de la nouvelle génération sur qui il comptait. Une équipe, peut-être, mais les ambitions des uns et des autres, aussi légitime qu'ils soient, rendront la compétition palpitante.

Retour dans le jeu ? Un petit groupe de hauts dirigeants du RHDP, présidé par le secrétaire exécutif



Hamed Bakayoko, devenu Premier ministre par intérim, pourra-t-il supporter l'héritage ?



Patrick Achi peut-il tenir haut le drapeau du RHDP ?

Des ambitions renouvelées tomatisme avec le premier ministre Amadou Gon. Mais Jeannot, Patrick Achi pourraient voir leur ambition remise au goût du jour en cas de refus d'Alassane Ouattara à revenir dans le jeu. D'abord le discret secrétaire général de la présidence Patrick Achi. Ce dernier qui a une entière confiance du Président Alassane Ouattara a su développé un au-

du parti, Adama Bictogo, s'est réuni selon certaines sources, de manière informelle mercredi 8 juillet. « Nous pensons à l'unanimité que seul le président Ouattara peut porter le drapeau. Lui seul peut nous unir », a déclaré l'une des sources. « Il est vrai qu'il a dit qu'il ne voulait pas être candidat, mais la situation a changé. » Une réunion de direction plus officielle est prévue jeudi en début d'après-midi. « Il a toujours été un choix unanime au sein de son propre camp. », a déclaré Rinaldo Depagne, directeur du projet Afrique de l'Ouest de l'International Crisis Group. Le candidat du RHDP affrontera l'ancien président Henri Konan Bedie, qui a déclaré sa candidature le mois dernier, tandis que d'autres politiciens pourraient se joindre à la course avant la date limite de dépôt des candidatures.

RACONTEZ-NOUS VOS HISTOIRES TELLES QUE VOUS LES VOYEZ

Si vous souhaitez voir votre travail Photographique publié dans le Magazine Point Focal, voici comment nous envoyer vos images:

Faites une sélection d'images (Jusqu'à 10 images au total) avec toutes les informations sur les réglages, l'appareil photo et l'objectif utilisés, un récit et votre photo personnelle à contact@pointfocal-mag.com



 [pointfocal.mag](https://www.instagram.com/pointfocal.mag)

 [PointFocal.mag](https://www.facebook.com/PointFocal.mag)

www.pointfocal-mag.com

 focal

PRÉSIDENTIELLE D'OCTOBRE 2020 : CANDIDATS APPROCHEZ

Dès la semaine prochaine, les candidats désireux de se lancer dans la course à la présidentielle défilent au siège de la commission électorale afin de déposer leurs dossiers de candidatures.

YVANN AFDAL



Ibrahim Coulibaly-Kuibiert attend les dossiers des candidats à partir du 15 juillet.

Face à la presse le 8 juillet, le président de la Commission électorale indépendante (CEI), Ibrahim Coulibaly-Kuibiert, a informé les prétendants au fauteuil présidentiel qu'ils peuvent, à partir du 16 juillet et ce pour durant 45 jours, faire acte de candidature. « Aujourd'hui, nous sommes à la 2e étape. La première, étant plus ou moins terminée, celle qui consistait à l'enrôlement des citoyens sur la liste électorale. (...) Il est bon de préciser que conformément à notre chronogramme, un mois était proposé aux partis politiques pour déposer les dossiers de candidature

y compris le parrainage. Mais c'est une nouvelle institution. Il faut donner la possibilité aux candidats de pouvoir satisfaire à cette condition de parrainage. Voilà pourquoi, nous avons proposé aux partis politiques, le délai de 45 jours au lieu d'un seul mois.

« **Les candidats doivent désormais être parrainés par une liste d'électeurs représentant 1% de l'électorat local.** »

Top départ Les 45 jours vont commencer à partir du 16 juillet. Mais pour cela, il faut qu'il y ait une liste sur la base de laquelle, les parrains que sont les électeurs peuvent

être identifiés. Et la première base sera la liste électorale de 2018. Et 15 jours après, la liste électorale provisoire de 2020 sera disponible, de sorte à donner la chance à tous les candidats d'avoir deux listes, étant entendu que la liste de 2020 n'est rien d'autre que celle améliorée de 2018. Dès le 13 juillet, des imprimés et documents supports permettant de comprendre le mécanisme de parrainage seront remis aux candidats ou à leur staff. Conformément au Code électoral, notamment son article 51, les candidats doivent désormais « être parrainés par une liste d'électeurs représentant 1% de l'électorat local, dans au moins 50% des districts autonomes et régions ». Les prétendants au poste devront également sortir le chèque afin de payer une caution 50 millions de francs CFA, remboursable sur condition d'obtention d'au moins 5 % du suffrage exprimé. Ils devront ensuite s'acquitter d'une caution de cinquante millions de francs CFA. Des conditions qui auront pour avantage de faire le tri au niveau des candidatures, mais qui freinent également certaines ambi-

tions. L'opposition pour sa part continue de récuser la CEI et aussi dénonce la révision de la liste électorale et estime que cette opération a été émaillée d'irrégularités. ■

EN BREF

LISTE ÉLECTORALE : PLUS D'UN MILLION DE NOUVEAUX INSCRITS

Le processus de révision annuelle de la liste électorale vient de s'achever. Étape importante à moins de quatre mois de la présidentielle. Et la cuvée 2020 serait particulièrement fructueuse. L'on pourrait compter environ 1 200 000 nouveaux inscrits sur des listes qui comptaient avant la révision plus de 6,5 millions d'électeurs, signe d'un engouement en vue des échéances électorales.

LE CNDH APPEL À PLUS D'IMPLICATION DES PARTIS POLITIQUES

Après avoir observé le processus de révision de la liste électorale, le CNDH, tout en invitant le gouvernement à poursuivre les efforts déployés pour une participation inclusive des parties prenantes dans l'ensemble des processus électoraux à venir, invite les partis politiques à recourir aux voies légales en cas de contestation et à s'impliquer davantage dans l'observation de la révision de la liste électorale. ■



JEAN-YVES DIPOPIEU

Le « Pieu » en pleine campagne

RAPHAËL TANO

C'était l'une des figures emblématiques de la scène politique entre 2000 et 2011. Après plusieurs années passées entre l'exil, la prison et la discrétion, Jean-Yves Diopieu revient au premier plan. Portrait.

Finis la casquette, le signe de guerre et le foulard. Jean-Yves Diopieu est désormais un homme présidentiable. Depuis le 4 juillet dernier, l'ancien membre de la galaxie patriotique a annoncé sa candidature à l'élection d'octobre prochain, pour briguer la magistrature suprême. De quoi braquer les projecteurs sur l'une des figures influentes de la politique ivoirienne entre 2000 et 2011.

Prêt ? Une carrière qui se déterminera en 2004, lorsqu'au plus fort de la crise entre la France et la Côte d'Ivoire, il lance aux membres de la galaxie patriotique d'en découdre avec l'ancien colonisateur avec cette phrase restée indélébile : « à chacun son Français ». Au cours de la cérémonie de présentation officielle de son parti, Intégrité et conscience nationale (ICON), Jean-Yves Diopieu a déclaré « je suis prêt ». Prêt à changer les choses, selon lui, à signer un « nouveau contrat social » avec les Ivoiriens. Mais qui est véritablement cet amateur de musique traditionnelle à la chevelure et à la barbe grises ? Parti en exil après la crise post-électorale, Diopieu va connaître une longue et pénible traversée du désert. Arrêté en février 2013, lors de son exil au Ghana, puis incarcéré pendant plus d'un an, il ne mettra le nez dehors qu'en 2014, pour redevenir un citoyen comme les autres, gracié mais effacé. Comme beaucoup de prisonniers, Jean-Yves Diopieu a fait la rencontre avec Dieu. Fauché mais plein de convictions, il veut retourner à l'université terminer ses études. Il veut aussi reprendre son business, laissé en suspens pendant les nombreuses années d'exil. Mais il veut avant tout se reconstruire mentalement. Un mental éprouvé pour un ancien leader pour lequel beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. Issu de la génération Charles Blé Goudé et Soro Kigbaforé Guillaume, tous ex leaders de la Fédération étudiante et scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI), Jean-Yves Diopieu demeure cependant le moins âgé. Surnommé le Pieu pendant son passage à la tête de la FESCI (2001 - 2003), le quadragénaire n'a jamais perdu sa fougue et son audace. Voilà pourquoi il ne cille pas devant des poids lourds comme Henri Konan Bédié, candidat du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) ou Amadou Gon Coulibaly, du Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et pour la paix (RHDP). Que veut Diopieu ? Exilé, emprisonné, intimidé, ce fils de l'Ouest au physique endormi a pour leitmotiv d'opérer un « vrai changement ». ■

Attaque de Kafolo L'enquête avance

L'état se resserre autour de tous ceux qui ont participé à l'attaque du poste sécuritaire de Kafolo, à la frontière avec le Burkina Faso. Cette agression a fait périr 12 soldats ivoiriens et occasionné 6 blessés. Du côté des assaillants, un seul terroriste a perdu la vie. Pratiquement un mois après cette attaque terroriste, les enquêtes avancent bien et

pourraient même s'accélérer. De sources proches des investigations, grâce à une coopération entre les armées ivoirienne et burkinabè, et surtout à une collaboration parfaite entre population et armée, tout est allé très vite. Après l'attaque, les membres du commando s'étaient dispersés aussitôt à l'intérieur du pays afin de cacher leurs traces. C'est le

cas du chef du commando, qui a été interpellé un peu plus tard au sud de la Côte d'Ivoire, dans un village proche de NZianoua. Des éléments précieux et déterminants pour la suite de l'enquête ont été récupérés, tant sur le site de l'attaque que sur les individus interpellés. Ce sont des matériels de communication, dont des téléphones portables appartenant aux as-

saillants. En plus d'avoir bénéficié « d'un appui en renseignements militaires », ces derniers auraient obtenu la complicité tacite de certains individus, qui auraient même hébergé quelques-uns d'entre eux. Plusieurs pistes ont menées les enquêteurs dans des villes comme Bouna, Bouaké et Man. Ces itinéraires devaient permettre aux terroristes de regagner leur base au Burkina Faso. ■

E.D

Journal d'Abidjan
L'hebdo

Tous les jeudis

RECONFIGURATION POLITIQUE ?

HEBDO GRATUIT EN LIBRE-SERVICE

DISPONIBLE À ABIDJAN :

DANS LES MEILLEURS RESTAURANTS

- LA CROISSETTE
- CHEZ GEORGES
- LE GRAND LARGE
- 37°2
- ABOUSSOUAN
- CASE D'EBENE
- HIPPOTAMUS
- ETC.

COLPORTAGE À L'ENTRÉE DES GRANDS CENTRES COMMERCIAUX

- CAP SUD
- PLAYCE
- CAP NORD
- PRIMA
- SOCOCE
- LEADER PRICE RIVIERA GOLF
- HAYAT 2-PLATEAUX

DANS LES PLUS GRANDES CLINIQUES

- PISAM
- GRUPE MEDICAL DU PLATEAU
- POLYCLINIQUE DE L'INDENIE
- POLYCLINIQUE DES 2 PLATEAUX
- ETC.

DANS LES GRANDS HÔTELS

- SOFITEL HÔTEL IVOIRE
- RADISSON BLU
- GOLF HOTEL
- IVOTEL
- ETC.

TEL : 22 01 99 99

CROISSANCE : 3% EN 2021 EN AFRIQUE, SELON LA BAD

L'Afrique devrait connaître un rebond de 3% de sa croissance économique en 2021, si les gouvernements parviennent à juguler la propagation de la pandémie de Covid-19, selon le supplément aux « Perspectives économiques en Afrique 2020 » publié le 7 juillet par la BAD.

YVANN AFDAL



La BAD reste optimiste pour la suite.

Dans une évaluation socio-économique complète de l'impact de la pandémie, la Banque africaine de développement (BAD) a indiqué que la croissance devrait rebondir à 3% en 2021, contre -3,4% dans le pire des scénarios pour 2020. Ces prévisions sont contenues dans un supplément aux Perspectives économiques en Afrique de la Banque, publié le 30 janvier. La croissance de l'Afrique était alors prévue à 3,9% en 2020 et à 4,1% en 2021. Ce supplément avertissait que les perspectives de croissance pour 2021 et au-delà dépendraient largement de l'efficacité des gouvernements africains à

aplatir la courbe de l'épidémie et des politiques de réouverture des économies.

Changer de cap Charles Leye-ka Lufumpa, économiste en chef par intérim et Vice-président pour la Gouvernance économique et la gestion des connaissances à la BAD, estime que pour rouvrir les économies les décideurs politiques devraient adopter une approche progressive et graduelle, qui évaluera soigneusement les compromis entre le redémarrage trop rapide de l'activité économique et la préservation de la santé des populations. « Les activités économiques peuvent être re-

lancées progressivement, sur la base des risques de transmission des différents secteurs», explique-t-il. Le supplément souligne par ailleurs que la courbe de la pandémie en Afrique est en train de s'aplatir progressivement. Cependant, compte tenu des insuffisances des systèmes de santé et de protection sociale, le virus reste une menace pour les vies humaines et les moyens de subsistance des populations. Le continent demeure également vulnérable à d'autres menaces, comme les nuées de criquets en Afrique de l'Est, ou encore les événements climatiques extrêmes. Selon le rapport de la Banque, l'Afrique pourrait perdre entre 145,5 et 189,7 milliards de dollars américains de croissance en 2020. La banque appelle à des mesures d'interventions urgentes pour atténuer l'impact de la pandémie : «dans toute l'Afrique, les interventions doivent être parfaitement articulées et comprendre plusieurs volets». L'institution suggère ainsi de nouvelles politiques de régulation du marché du travail, destinées à protéger les salariés et les emplois, ainsi que des politiques structurelles devant permettre aux économies africaines de se reconstruire et d'améliorer leur résilience face aux chocs futurs. ■

EN BREF

LE CAOUTCHOUC NATUREL, TOUJOURS MEILLEUR PERFORMER À L'EXPORT DE CÔTE D'IVOIRE

Le dynamisme de la Côte d'Ivoire sur le marché du caoutchouc naturel se confirme. Sur les cinq premiers mois de l'année, le pays a enregistré un essor de 34% de ses ventes à l'international de caoutchouc naturel qui ont totalisé 418 741 tonnes (t), selon les données provisoires portuaires. En revanche, ses ventes de fèves de cacao ont glissé de 1% en volume, à 1 331 600 t sur la période d'octobre à mai.

DEUX CONVENTIONS DE CRÉDIT SIGNÉES ENTRE L'AFD ET LA BOAD POUR LA RIPOSTE FACE AU COVID19 ET LA FINANCE CLIMAT

Deux conventions de financement d'un montant total de 114,8 milliards de F CFA, ont été signées entre la Banque ouest africaine de développement (BOAD) et l'Agence française de développement (AFD). Ces conventions signées, le 7 juillet par le président de la BOAD, Christian Adovelande et le directeur de l'AFD, François Jacquier-Pelissier, s'inscrivent respectivement dans le cadre de l'initiative française « COVID 19 – Santé en Commun » portée par le Groupe AFD et de la Finance Climat. ■

Monnaie unique Le Ghana émet des réserves sur l'Eco

Le Ghana s'éloigne davantage de l'un des critères de convergence de l'Eco, le projet de monnaie unique de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le déficit budgétaire du pays devrait se situer au-delà de 10% au terme de cette année 2020, selon les dires du ministre ghanéen des Finances, Ken

Ofori-Atta. « Nous nous attendions à une croissance du produit intérieur brut de 6,8% et nous réalisons maintenant qu'il va falloir revoir nos projections à la baisse. Le déficit budgétaire, que nous avons jalousement gardé et maintenu en dessous des 5% devrait désormais se creuser au-dessus de 10%», a fait savoir le ministre. Pourtant,

dans le cadre du projet de création de la monnaie Eco, les pays de la CEDEAO ont convenu que leur déficit budgétaire ne devrait pas dépasser 4% du Produit intérieur brut (PIB). Le Ghana aura donc du mal à stopper la détérioration du critère de convergence sur l'inflation. Celui-ci prévoit que le taux d'inflation au sein des pays parties prenantes à la créa-

tion de la monnaie unique ne dépasse pas les deux chiffres. Or, le Ghana en est actuellement à 11,3%. Il est important de noter que le Ghana et le Nigéria sont les pays les plus critiques envers la décision de l'UEMOA de commencer à utiliser l'Eco conformément à la décision prise en juin 2019 et à l'accord avec la France, en décembre de la même année. ■

ANTHONY NIAMKE

Linda Dempah La « solutionneuse » des cheveux cassants

Tout commence en 2015 aux États-Unis, alors que Linda Dempah travaille comme consultante pour une entreprise de conseil. Vu la problématique des cheveux naturels cassants dont souffrent bon nombre de femmes noires, elle va se lancer dans des recherches pour venir à bout de ce phénomène et faire une découverte qui changera le cours de sa vie.

ANTHONY NIAMKE

Linda Dempah, alors jeune ivoirienne expatriée aux États-Unis, connaît une difficulté que rencontrent beaucoup de femmes noires, la casse des cheveux naturels. Elle se revoit encore il y a quelques années, cherchant des solutions sur les blogs santé et essayant produit après produit sans succès. Sa mère, une pharmacienne avec plus de 30 ans d'expérience, lui propose une huile naturelle dont elle a fait la découverte au cours d'une visite à ses connaissances pharmaceutiques, elle la propose à Linda Dempah. Comme un miracle, elle favorise la repousse de ses cheveux et les rend doux

et soyeux. « Mes cheveux sont devenus doux du jour au lendemain. J'ai donné une partie de l'huile à mes amis basés à New York, qui m'ont pressée de commencer à la commercialiser aux États-Unis», raconte-t-elle.

Naissance d'Adeba Nature

Les retours favorables sur le produit vont éveiller l'âme d'entrepreneuse qui sommeillait en elle. C'est ainsi qu'en 2017 Linda Dempah décide de créer « Adeba Nature », en agni « Femme chic et belle ». Elle propose une gamme de produits capillaires et corporels 100 % naturels et végétaliens. La marque se distingue par l'alliance entre connais-



Adeba Nature se veut la marque de cosmétiques qui revalorise les secrets de beauté traditionnels africains.

sances traditionnelles et connaissances pharmaceutiques modernes. Mais son positionnement va au-delà. Donner aux femmes le pouvoir de se sentir chic et belle est la mission de la marque. Malgré l'influence des grandes marques sur les marchés africains, Linda ambitionne de position-

ner « Adeba Nature » au niveau mondial. Depuis l'usine de transformation de Bonoua où elle emploie plus d'une vingtaine de personnes, dont une grande majorité de femmes, l'entreprise accentue ses recherches et crée et améliore des produits faits à partir de la pharmacopée ivoirienne. ■

REGIE DE COMMUNICATION DIGITALE
le Digital évolue, Nous aussi...

Publicité en ligne
Création graphique
Articles sponsorisés

Publi reportage
Communiqué
Campagne Multicanal

News, Actualités
Appel d'offres
Vidéos

GRANDES ÉCOLES : LES POINTS DE DÉSACCORD

Les projecteurs sont braqués sur les étudiants, particulièrement sur ceux des grandes écoles. Pour l'examen du BTS et les soutenances, aucune précision de date n'a encore été faite..

RAPHAËL TANO



Les étudiants des grandes écoles attendent toujours la date finale du BTS.

Officiellement, les cours en 2^e année dans les grandes écoles sont censés s'arrêter le 15 juillet. Mais le diagnostic établi par les enseignants montre clairement que chaque établissement a son propre chronogramme. « La situation n'est pas la même d'un établissement à l'autre. Certes, certains vont arrêter les cours à partir du 15 juillet. D'autres ont déjà cessé de les dispenser depuis la semaine dernière. Mais beaucoup vont continuer », résume René Yao, Secrétaire général du Syndicat national des enseignants du supérieur privé (SYNESUP). Et ce n'est pas le seul point de désaccord

qui subsiste dans les grandes écoles depuis la reprise des cours. « La double vacation n'est pas appliquée dans tous les établissements, parce que cela demande plus de moyens aux promoteurs. Scinder une classe en deux revient en fait à payer l'enseignant deux fois. Beaucoup ont préféré faire fi des mesures sanitaires et poursuivre les cours avec des classes normales. Et les premières années n'ont pas repris dans tous les établissements », ajoute René Yao. Coronavirus oblige, de nombreux établissements ont décidé d'achever leurs programmes avec des cours en ligne. Seule alternative pour les enseignants. Mais

encore faut-il que cela soit adopté par tous.

Cours en ligne « Tout le monde ne fera pas des cours en ligne. Dans ce système, les enseignants proposent des cours de renforcement, comme chaque année. Les étudiants pourront se rabattre sur cela », poursuit le secrétaire général du SYNESUP. Des conditions que les étudiants eux-mêmes jugent difficiles. « On n'a aucune précision sur notre sort », rappelle Auguste Assalé, Secrétaire général de la Fédération des élèves et étudiants de l'enseignement technique et professionnel de Côte d'Ivoire (FE-TEP-CI). À l'entendre, la date d'examen du Brevet de technicien supérieur (BTS) n'est pas encore connue des étudiants et c'est une cause de stress supplémentaire. « D'une école à l'autre, les étudiants n'auront pas les mêmes chances cette année pour affronter l'examen », regrette-t-il. Il n'y a pas que cela. Des milliers d'étudiants n'ont pas réussi à soutenir à cause de la pandémie. « Les deux dernières soutenances n'ont pas encore eu lieu. Nous attendons les dates pour la prochaine ». Nommé pendant la pandémie du coronavirus, le nouveau ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Adama Diawara, a annoncé en juin que l'examen du BTS se tiendrait au mois de septembre, sans toutefois fixer de date. ■

EN BREF

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE : 16 470 CANDIDATS DÉBUTENT LES ÉPREUVES PHYSIQUES

Le directeur des examens et concours chargés de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle de Côte d'Ivoire, Bertin Yao, a lancé mardi 7 juillet à Abidjan, les Épreuves physiques et sportives (EPS), prévues du 7 au 10 juillet 2020, mettant en selle 16 473 candidats. Le Collège d'enseignement technique et industriel (CETI) sis à Marcory, a accueilli le lancement officiel des épreuves physiques et sportives. M. Bertin Yao, a précisé que dans le cadre des examens pour la session 2020, 17084 candidats composent avec les dispenses pour l'EPS, l'on a un effectif de 16 473 candidats enregistrés. Ces épreuves sportives se déroulent dans un contexte marqué par la Covid-19. Pour éviter les contacts, il a été choisi des sports individuels : les épreuves de course de vitesse, le lancer de poids, les mouvements gymniques au sol et le saut en hauteur.

ASSAINISSEMENT : LE MINASS ET LES OPÉRATEURS TECHNIQUES VONT TROUVER UNE SOLUTION AUX INONDATIONS

La ministre de l'Assainissement et de la Salubrité, Anne Désirée Ouloto a présidé mardi 7 juillet, une rencontre avec tous les responsables chargés des ouvrages d'assainissement pour passer en revue toutes les difficultés que connaît le pays en matière d'assainissement, et, ce, suite aux pluies diluviennes, qui ont occasionné des inondations à Abidjan. Pour la ministre, en dépit des efforts fait par le gouvernement à travers la construction de divers ouvrages d'assainissement, des problèmes persistent avec malheureusement des inondations. « Nous allons aborder une phase extrêmement importante de la mise en œuvre du schéma directeur du Grand Abidjan avec des ouvrages de plus grandes envergures ». ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

AGNIBILEKROU : LES POPULATIONS SENSIBILISÉES SUR LA DISTRIBUTION DE LA VITAMINE A ET DE DÉPARASITANT AUX ENFANTS

Les populations d'Agnibilekrou (Indénié-Djuablin) ont été sensibilisées sur une campagne de distribution de la vitamine A et de déparasitant aux enfants de 6 à 59 mois, lors d'une rencontre, mardi 7 juillet, à la salle de réunion de la préfecture de la ville. Cette sensibilisation visait à amener les populations à adhérer à la campagne afin de permettre aux enfants du département ciblés de bénéficier de l'opération. Le directeur départemental de la Santé et de l'Hygiène publique d'Agnibilekrou, André Goh, a précisé aux participants que l'opération, comme toutes les opérations initiées par le ministère en charge de la santé, est gratuite. « Refusez de payer une quelconque somme d'argent à un à quelconque individu agent vaccinateur. L'opération est totalement gratuite et les agents se rendront dans les ménages pour distribuer la vitamine A aux enfants de 06 à 59 mois, et le déparasitant à ceux âgés de 12 à 59 mois ». La campagne de distribution débutera ce vendredi 10 juillet pour prendre fin lundi 13 juillet. ■

PALESTINE : UNION SACRÉE CONTRE LE PROJET D'ANNEXION ISRAËLIEN

Les deux groupes rivaux palestiniens, le Fatah du Président Mahmoud Abbas et le mouvement islamique Hamas, sont convenus le 6 juillet de reprendre les pourparlers pour mettre fin à leur division interne, selon le média chinois Xinhua.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Le Fatah du Président Mahmoud Abbas et le mouvement islamique Hamas se mettent ensemble.

Ahmad Helles, membre du Comité central du Fatah, et Husam Badran, membre du bureau politique du Hamas, ont fait cette annonce dans une interview conjointe diffusée sur la télévision publique palestinienne. « La reprise des réunions entre le Fatah et le Hamas a donné à notre peuple un nouvel espoir de mettre fin à la division interne qui dure depuis 13 ans, afin de faire face aux défis politiques et économiques actuels », a déclaré M. Helles. « La division interne palestinienne ne doit jamais être considérée comme la véritable image permanente

du peuple palestinien », a-t-il estimé. Par la même occasion, Husam Badran a indiqué que les deux mouvements rivaux maintiennent des contacts quotidiens et cherchent à travailler ensemble, en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et à l'étranger, pour contrer le plan d'annexion israélien. Il a affirmé que le Hamas était prêt à parvenir à un accord national. La division interne palestinienne a commencé en 2007, suite à la prise de contrôle de Gaza par le Hamas.

Rapprochement salué Le Guide suprême

Cameroun Le gouvernement dément les négociations avec les séparatistes

Le gouvernement camerounais a démenti le lundi 6 juillet avoir entamé des négociations avec les leaders séparatistes revendiquant l'indépendance de la partie anglophone du Cameroun. « L'information diffusée sur les réseaux sociaux sur la tenue le 2 juillet 2020 de négociations entre une délégation gouvernementale et des sécessionnistes en instance de jugement n'est pas conforme à la réalité », a déclaré le porte-parole du gouvernement camerounais, René Emmanuel Sadi, dans un communiqué publié lundi. Vendredi 3 juillet, Julius Ayuk Tabe, principal leader séparatiste, qui avait été condamné à perpétuité avec huit autres collaborateurs, a indiqué sur les réseaux so-

ciaux que des pourparlers de cessez-le-feu avec le gouvernement camerounais avaient eu lieu, sans donner davantage de détails. Les forces sécuritaires vont donc continuer à lutter contre les séparatistes armés dans les deux régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, a affirmé M. Sadi, qui a souligné la disponibilité du gouvernement à « rechercher des solutions pacifiques à la crise (...), dans le respect de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale du Cameroun ». Le gouvernement réitère enfin l'appel du Président camerounais Paul Biya aux séparatistes à cesser « les atrocités contre les civils » et à répondre à son « offre de paix » en déposant les armes. ■

B.S.H.

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

POLITIQUE PORTRAIT: JEAN-YVES DIPOPIEU A MARQUÉ LA VIE POLITIQUE DE LA CÔTE D'IVOIRE ENTRE 2000 ET 2011.

La Corée du nord ne souhaite pas s'entretenir avec les États-Unis et a exhorté la Corée du Sud à s'abstenir de toute ingérence dans ses affaires, a réaffirmé le 7 juillet un haut diplomate. « Une fois de plus, nous le disons clairement : nous n'avons aucune intention de nous asseoir en face des États-Unis », a déclaré Kwon Jong Gun, Directeur général des Affaires américaines au ministère des Affaires étrangères de la Corée du nord, dans un communiqué diffusé par l'agence de presse officielle KCNA. M. Kwon réitérait une déclaration faite plus tôt par Choe Son Hui, première Vice-ministre des Affaires étrangères de la RPDC, qui avait affirmé le week-end dernier que son pays n'avait aucun intérêt à tenir un autre sommet RPDC - États-Unis avant l'élection présidentielle américaine, en novembre, réfutant ainsi une proposition formulée le 1er juillet par le Président sud-coréen Moon Jae-in. Le dirigeant coréen Kim Jong Un et le Président américain Donald Trump se sont rencontrés trois fois en 2018 et 2019. ■

O.O

LIONEL MESSI : ENTRE EXASPÉRATION ET ENVIE DE DÉPART

Distancé de quatre points par le rival juré, le Real Madrid, dans la course au titre de Champion d'Espagne, outre les bruits de vestiaire, le FC Barcelone semble être aux portes d'une grande crise. Alors qu'il était en pleine négociation pour une prolongation de son contrat avec le club catalan, Lionel Messi aurait décidé subitement d'aller seulement jusqu'à juin 2021. La Pulga va-t-il quitter le Barça ?

ANTHONY NIAMKE



Lionel Messi reste une pièce maîtresse du FC Barcelone et son départ pourrait impacter fortement l'équipe.

Le FC Barcelone vit certainement une crise sans précédent. Le club, dans une période délicate, a perdu quatre points sur son grand rival, le Real Madrid, dans la course à la première place. Et, selon la presse espagnole, l'avenir de Lionel Messi est au cœur de toutes les attentions à Bar-

celone. L'Argentin aurait décidé de mettre fin aux discussions pour prolonger son contrat, qui prend fin en juin 2021. Les motifs justifiant cette prise de position du sextuple Ballon d'Or seraient multiples, allant de sa lassitude face à la gestion de Josep Maria Bartomeu et de son équipe aux nom-

breuses crises institutionnelles ayant frappé le Barça ces derniers mois, en passant par un profond agacement quant au fait de voir son nom utilisé dans les médias catalans pour justifier les mauvais choix dans les recrutements du FC Barcelone ces dernières années. Fatigué d'être pointé du doigt par certains comme s'il était le problème chez les Blaugrana, Lionel Messi serait donc dans l'optique de claquer la porte de son club de toujours l'année prochaine.

Partira, partira pas ? Que sera le FC Barcelone sans Lionel Messi ? Difficile de répondre à cette interrogation, mais, à en croire le Président du club de Barcelone, Josep Maria Bartomeu, il n'y aurait pas lieu de s'inquiéter. Car il se dit convaincu que l'attaquant argentin de 33 ans restera dans l'équipe encore de nombreuses années et qu'il finira par renouveler son bail. « Je ne donnerai pas les détails des négociations, mais il a dit à plusieurs reprises qu'il voulait terminer sa carrière au Barça. Maintenant, nous nous concentrons sur la compétition et il y a des négociations avec de nombreux joueurs. Messi veut rester au Barça et il veut finir sa carrière ici. Il lui reste de nombreuses années et nous allons en profiter plus longtemps », a déclaré récemment le Président Bartomeu. ■

Élection FIF Les entraîneurs locaux choisissent Idriss Diallo



Les deux derniers groupements d'intérêt restants, ceux des footballeurs ivoiriens et des médecins sportifs devraient départager les trois candidats.

Après l'Assemblée générale ordinaire (AGO) de la FIF, tenu le week-end dernier à Yamoussoukro, les hostilités concernant l'élection du président de la fédération du football ivoirien, a également repris. Le mercredi 8 juillet, les onze membres du bureau de l'Association des entraîneurs et encadreurs de football de Côte d'Ivoire ont tenu une réunion pour procéder à l'attribution de leur parrainage. Et c'est le candidat Idriss Diallo qui a reçu la majorité des voix. 8 au total contre 2 pour Sory

Diabaté et 1 en faveur de Didier Drogba. Ainsi Idriss Diallo enregistre son premier Groupement d'intérêt sur les 3 disponibles jusqu'à ce jour. Sory Diabaté en compte deux, l'Association des anciens footballeurs et celle des arbitres. Quant à Didier Drogba, il n'en compte aucun pour l'instant. Il reste néanmoins l'Association des footballeurs ivoiriens (AFI) et celle des médecins. S'il n'a le soutien de ces deux derniers groupements d'intérêt, Didier Drogba verrait sa candidature rejetée. ■

A.N

CARTONS DE LA SEMAINE

En conflit avec le club de Santos, qui lui réclamait plus de 60 millions d'euros de dommages et intérêts pour des irrégularités dans le transfert de Neymar, le **FC Barcelone** a obtenu, le mardi 7 juillet, gain de cause auprès du Tribunal arbitral du sport.

Alors que la **Juventus de Turin** semblait proche de décrocher un nouveau succès qui leur aurait permis de prendre dix points d'avance en tête du championnat, elle a finalement été surclassée par le Milan AC (4-2), mardi 7 juillet, lors de la 31^e journée. Elle conserve malgré tout sept points d'avance sur la Lazio.

ARTISTES : UNE NOUVELLE UNION POUR MIEUX SE PROMOUVOIR

L'Union pour le progrès des artistes (UPA) est la nouvelle association qui vient de voir le jour dans l'univers culturel ivoirien. Elle vise à permettre à l'artiste ivoirien de vivre véritablement de son art, en l'éloignant de la misère et de la mendicité. Le premier Président de l'UPA, Kalilou Ibrahima Koné alias Fadal Dey, veut se donner les moyens d'y arriver.

ANTHONY NIAMKE



Un nouveau challenge attend l'artiste **Fadal Dey**, qui souhaite le meilleur pour le secteur artistique ivoirien.

Avec la longue crise qu'a connu le Bureau ivoirien des droits d'auteur (BURIDA) et les conditions de précarité dans lesquelles se trouvent certains artistes ivoiriens, un regroupement a décidé de saisir le taureau par les cornes en mettant sur pied une nouvelle instance, l'Union pour le progrès des artistes (UPA). Cette association s'est donné pour objectif de rassembler tous les artistes de Côte d'Ivoire et la mission qu'elle s'est assignée est très noble : se battre pour mettre l'artiste ivoirien dans les meilleures condi-

tions en lui permettant de mieux vivre de son art. L'artiste-chanteur Kalilou Ibrahima Koné, alias Fadal Dey, a été choisi par ses pairs pour présider aux destinées de cette union, vu son engagement et son courage dans la défense des droits des artistes.

Défendre les artistes

En tant que premier Président, Fadal Dey souhaite, sous sa mandature qui va durer cinq années, relever tous les défis qui se présenteront à lui. « Je mesure l'immensité des défis qui nous attendent. Parce

INFO PEOPLE

KANYE WEST ANNONCE SA CANDIDATURE À LA PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

Le dimanche 5 juillet, le rappeur américain, Kanye West a annoncé sur son compte Twitter sa candidature à la présidence des États-Unis. « Nous devons maintenant réaliser la promesse de l'Amérique en croyant en Dieu, en unifiant nos visions et en construisant notre futur. Je suis candidat à la présidence des États-Unis ! », a-t-il écrit. Une décision qui intervient alors que la course avant l'élection de novembre 2020 s'est déjà transformée en un duel entre Donald Trump et Joe Biden. Kanye West ne pourra même plus être candidat dans certains états américains dans lesquels la date limite pour apparaître sur les bulletins de votes a déjà été dépassée. S'agit-il d'un buzz ? On devrait sans doute en savoir plus dans les prochains mois.



INFO PEOPLE

HÉRITAGE DE JOHNNY HALLYDAY : LAETICIA ET LAURA TROUVE UN ACCORD

Voilà près de deux ans que Laetitia Hallyday était en guerre avec les enfants de Johnny Hallyday au sujet de l'héritage du rockeur. Fatiguée par cette longue bataille judiciaire, Laeticia a annoncé le week-end dernier avoir trouvé un accord définitif avec la fille de Johnny, Laura Smet. Selon des sources proches du dossier, Laura Smet aurait renoncé à poursuivre sa belle-mère en France et accepté le testament américain qui déshéritait les aînés de Johnny. Laura Smet aurait donc reçu un chèque de 2,6 millions d'euros de la part de Laeticia Hallyday. Cette dernière conserverait alors le patrimoine immobilier du rockeur, évalué entre 28 et 34 millions d'euros. Cependant, elle devra néanmoins s'acquitter de la dette fiscale de l'artiste.



que les problèmes qui minent notre corporation sont énormes », a-t-il déclaré, avant de rassurer les uns et les autres en ces termes : « nous allons remuer ciel et terre s'il le faut pour que de façon définitive, la misère, la galère, l'irrespect, la mendicité, quittent à jamais notre milieu. Faire disparaître tous les maux, tous les mauvais qualitatifs qui minent notre milieu ». Le tout premier chantier qu'il compte attaquer rapidement est l'instauration de la cohésion, la réconciliation et l'unité entre les artistes de Côte d'Ivoire, seul gage qui permettra au navire UPA d'arriver à bon port. Ensuite, il prévoit de booster la création artistique, qu'il estime en perte de vitesse, en prenant attache avec des institutions nationales et internationales crédibles afin de remettre les artistes au travail. Vaillant défenseur de la cause des artistes, Fadal Dey est l'un des artisans du départ de l'ex Directrice générale du BURIDA, Mme Irène Assa Viera, dont il dénonçait la mauvaise gestion et une redistribution inéquitable des droits d'auteurs. Aujourd'hui porté à la tête de cette nouvelle union, il est bien décidé à redorer le blason de sa corporation. ■

Journal d'Abidjan
L'hebdo

Directeur de publication :
Ousmane DIALLO

Directeur Général :
Mahamadou CAMARA

Directrice Déléguée :
Aurélien DUPIN

Rédacteur en chef :
Ouakaltio OUATTARA

Sécrétaire Général :
Eric DIOMANDE

Ont collaboré à ce numéro :
Malick S. - Anthony N. - Raphael TANO

Infographiste : J Christophe ALLEGRA

Service commercial :
Ismaël OUATTARA

JOURNAL D'ABIDJAN, édité par JDA SARL, imprimé à Abidjan en 5.000 ex. Dépôt légal : 12871 du 23 Mai 2016 JDA SARL : Cocody, Rue du Lycée Technique, Immeuble N2-Abidjan. Tél : + 225 22 01 99 99 www.jda.ci / contact@jda.ci

Nouvelle
Collection
YeQar

Choisi ta Couleur!

